

RAPPORTS AUX VACCINS ET AUTORITÉ CULTURELLE DE LA SCIENCE AU SORTIR DE LA CRISE COVID-19

NOTE DE SYNTHÈSE SUR LES RÉSULTATS FRANÇAIS DE L'INTERNATIONAL SOCIAL SURVEY PROGRAMME SANTE

Sophie PRIVAULT, ingénieure d'études, CERMES3-CNRS

Jeremy K. WARD, chargé de recherche CERMES3-INSERM

Le travail présenté dans cette note a été réalisé dans le cadre du projet ICOVAC-France labellisé Priorité Nationale de Recherche par le Comité ad-hoc de pilotage national des essais thérapeutiques et autres recherches sur le COVID-19 (CAPNET). Les auteurs remercient l'ANRS | Maladies infectieuses émergentes pour son soutien scientifique, le ministère de la Santé et de la Prévention et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation pour leur financement et leur soutien.



En France, les controverses vaccinales ont émergé très tardivement. La première grande controverse est celle concernant la vaccination contre l'hépatite B qui s'est déployée entre 1998 et le milieu des années 2000. Surtout, elles se sont multipliées à partir de l'épidémie de grippe A(H1N1) de 2009 dans un contexte de résurgence d'épidémies de rougeole. Une préoccupation à l'égard des attitudes et comportements vaccinaux s'est alors imposée aux agendas politiques et médiatiques au point de mener à une extension du nombre de vaccins obligatoires en 2018. Cette préoccupation a été alimentée par la publication d'enquêtes internationales suggérant que la France ferait partie des pays dont la population serait la plus « hésitante », et d'études longitudinales montrant une augmentation de la part des Françaises et Français se disant défavorables aux vaccins en général à partir de 2009 (Larson et al., 2016; Vaux et al., 2023; Ward et Peretti-Watel, 2020). Elle s'inscrit d'ailleurs dans des débats plus généraux sur les rapports contemporains à la science ; lesquels sont surtout centrés sur l'idée que les Français seraient de plus en plus défiants à l'égard de la science et que cette défiance serait causée par la circulation de fausses informations sur les réseaux sociaux.

La crise du Covid-19 a rendu particulièrement saillant cet enjeu de la mobilisation large de la population contre les épidémies. Avec le développement rapide de plusieurs vaccins contre cette nouvelle maladie utilisant des technologies permettant une production de masse, l'immunisation au moins partielle d'une très large partie de la population s'est rapidement imposée comme une des mesures essentielles pour la sortie de crise. Mais la disposition des Français a constitué un des enjeux de l'organisation de cette campagne. En effet, les nombreuses enquêtes par questionnaires réalisées au cours des années 2020 et 2021 montraient une diminution nette au cours de l'année 2020 de la part des répondants indiquant avoir l'intention de s'injecter ce futur vaccin, celle-ci tombant en dessous de 50% au moment du lancement de la campagne (Ward et al., 2024b).

La campagne est à réinscrire dans un contexte de débats publics intenses concernant la réalité du risque épidémique et sur les incertitudes liées à ces vaccins récemment introduits sur le marché et mobilisant des technologies relativement nouvelles. Si les attitudes des Français à l'égard de ces vaccins se sont progressivement améliorées durant le premier semestre 2021, la perspective de la circulation de nouveaux variants a poussé les décideurs publics à mettre en place un passe sanitaire plaçant de fortes contraintes sur les non vaccinés dans le but d'augmenter la couverture vaccinale contre le Covid-19 et de limiter les risques de contamination dans les lieux publics. De fait, le passe sanitaire a permis une augmentation significative de la couverture vaccinale (Oliu-Barton et al., 2022) – au point de placer la France parmi les pays les mieux vaccinés (Ward et al., 2024b). Néanmoins, il est important de noter qu'une part importante des vaccinés l'ont fait par contrainte plutôt que par conviction et ont exprimé des sentiments très négatifs à l'égard de cette expérience de vaccination (Ward et al., 2022).

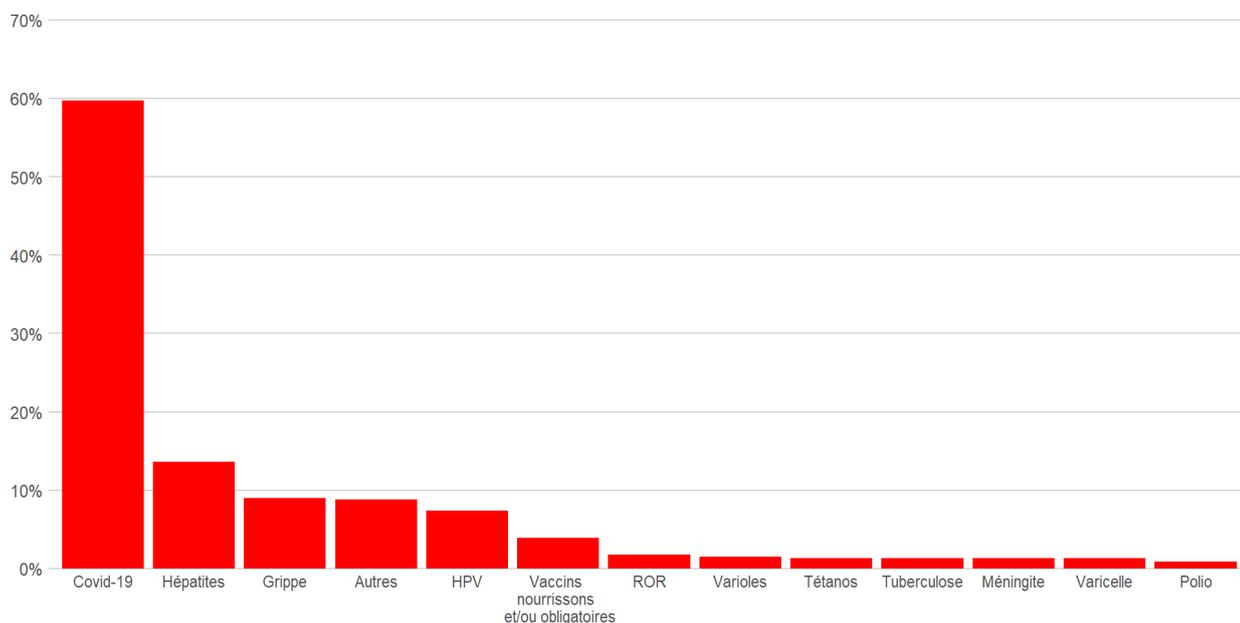
Cinq ans après le premier confinement, l'heure est à l'écriture des bilans de cette crise et à l'évaluation de son impact sur une diversité d'aspects des expériences et activités sociales¹. La crise du Covid-19 a donné lieu à la plus grande campagne de vaccination de notre histoire et a placé de façon inédite les questions vaccinales au cœur de l'actualité. A-t-elle constitué pour autant un tournant quant aux rapports aux vaccins des Français ? Les deux premières années de l'épidémie ont vu la multiplication des enquêtes sur la thématique vaccinale. Ces enquêtes ont exploré les multiples ancrages sociaux, culturels et politiques des rapports à la vaccination contre le Covid-19, mais aussi aux autres vaccins et à la vaccination en général (voir notamment (Bajos et al., 2022;

Vaux et al., 2023; Ward et al., 2024a), et pour un recensement exhaustif des enquêtes de cette période, voir Ward et al., 2024b). Cependant, les enquêtes réalisées après la phase de crise de l'épidémie sont bien plus rares. En interrogeant un échantillon représentatif de Français en septembre 2022, soit quelques mois après la fin de l'actualité médiatique sur la vaccination contre le Covid-19, l'enquête ISSP 2021 constitue une ressource pour les chercheurs intéressés par l'héritage vaccinal de la crise. Dans cette note, nous replacerons les résultats de l'enquête ISSP 2021 dans le contexte des enquêtes antérieures et ultérieures réalisées sur le sujet².

LES RAPPORTS AUX VACCINS DES FRANÇAISES ET DES FRANÇAIS AU SORTIR DE LA CRISE COVID-19

L'enquête ISSP 2021 contenait plusieurs questions portant sur les vaccins dont l'item le plus largement utilisé pour étudier l'évolution des rapports à la vaccination : « Êtes-vous très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout favorable aux vaccinations en général ? ». Cette question a été notamment insérée à partir de 2000 dans les Baromètres Santé, enquêtes de référence réalisées par Santé Publique France, mais aussi dans plusieurs enquêtes réalisées au cours de la crise Covid-19 (voir par exemple (Bajos et al., 2022; Peretti-Watel et al., 2024; Vaux et al., 2023). On observe dans l'enquête ISSP qu'en septembre 2022, 84% des répondants sont favorables aux vaccinations en général, une proportion similaire à celle observée dans les autres enquêtes réalisées cette année-là et qui confirme une amélioration tendancielle de ces jugements généraux depuis 2019³.

Figure 1. Vaccins les plus souvent cités par les répondants indiquant être défavorables à certains vaccins en particulier



Lecture : 60 % des répondants indiquant être défavorables à certains vaccins en particulier ont mentionné que le vaccin contre le Covid-19 en faisait partie

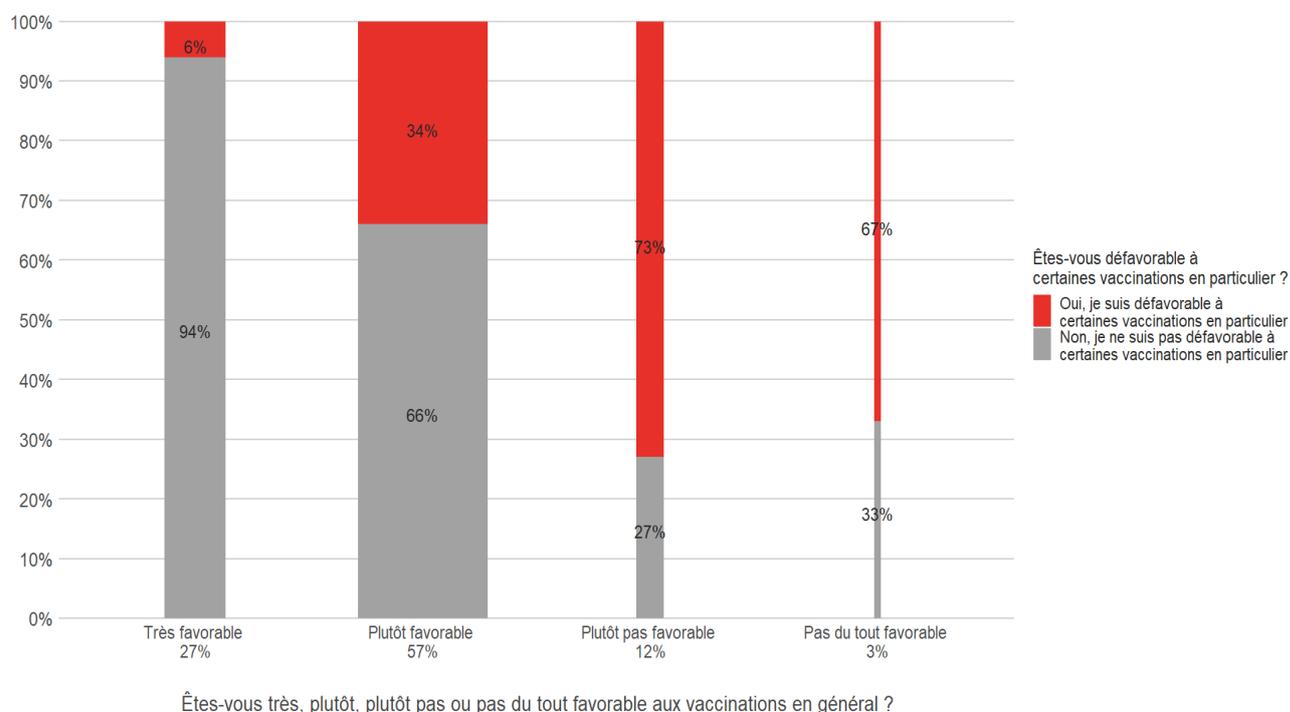
Source : International Social Survey Programme (ISSP) - Enquête France - Santé II - 2021, ISSP-France (producteur), PROGEDO-ADISP (diffuseur) ; doi:10.13144/lil-1665 ; n=457

En plus de corroborer l'hypothèse que ces jugements généraux se sont plutôt améliorés que détériorés, l'enquête permet aussi de creuser ce qu'ils impliquent plus concrètement en tant que rapports aux vaccins. Ainsi, les répondants se sont aussi vu demander « Êtes-vous défavorable à

certaines vaccinations en particulier ? » ainsi que de mentionner les vaccins en question. La part des répondants ayant répondu oui était bien supérieure à celle des défavorables aux vaccins en général (32 % vs 16 %), illustrant le fait que les réticences vaccinales tendent davantage à se concentrer sur certains vaccins particuliers comme ceux contre le Covid-19, l’hépatite ou la grippe (Figure 1), plutôt que sur le principe de la vaccination (Ward et Peretti-Watel, 2020).

Le croisement de ces deux questions met bien en évidence que le fait que l’on peut être favorable aux vaccins en général tout en ayant des doutes ou des réticences à l’égard de certains d’entre eux (Figure 2). Cette tendance s’illustre aussi dans le croisement de ce jugement général avec une autre question présente dans ce questionnaire : « Dans quelle mesure êtes-vous d’accord ou pas d’accord avec les affirmations suivantes concernant la vaccination ? Il vaut mieux développer une immunité en tombant malade plutôt que de se faire vacciner ». Seuls 20 % des répondants se sont dits d’accord avec cette affirmation mais il faut noter la part importante des personnes qui se sont dites ni d’accord ni pas d’accord (26 %). Un constat qui peut justement témoigner d’un rejet ou d’un inconfort à l’égard de ce cadrage des enjeux vaccinaux centré sur la vaccination en général plutôt que des vaccins pris séparément⁴. Plus précisément, on constate que seuls les sous-groupes de personnes très favorables aux vaccins présentent une majorité de répondants se disant en désaccord avec cette affirmation. Enfin, il faut aussi souligner le fait que les réticences à l’égard de certains vaccins sont loin de systématiquement se traduire dans une défiance à l’égard des vaccins en général. Ainsi, parmi les répondants qui ont répondu « Oui » à la question « Êtes-vous défavorable à certaines vaccinations en particulier ? », la majorité restent pourtant favorables à la vaccination en général (65 %).

Figure 2. Croisement entre les avis sur la vaccination en général et la propension à se dire défavorable à certains vaccins en particulier parmi les personnes ayant répondu aux deux questions



Lecture : 97 % des 27 % de répondants ayant indiqué être très favorables aux vaccinations en général ont aussi répondu ne pas être défavorables à certaines vaccinations en particulier. La largeur des barres est proportionnelle à la part des répondants.

Source : International Social Survey Programme (ISSP) - Enquête France - Santé II - 2021, ISSP-France (producteur), PRO-GEDO-ADISP (diffuseur) ; [doi:10.13144/lil-1665](https://doi.org/10.13144/lil-1665)

Cette structure des attitudes vaccinales traduit la nature des débats publics sur les vaccins. Que ce soit avant la crise Covid-19 ou durant celle-ci, les formes de critiques vaccinales qui ont le plus largement circulé, notamment par le biais des médias d'information générale, sont celles qui se limitent à une mise en cause restreinte à tel ou tel vaccin (Ward et Peretti-Watel, 2020). Par exemple, les principaux critiques des vaccins contre le Covid-19 n'ont eu de cesse de clamer qu'ils n'étaient pas des « antivaccins » et de mettre en avant des arguments centrés sur la spécificité de ceux-ci : rapidité de leur production, technologies mobilisées, caractère très évolutif du virus, etc. (Giry, 2022; Ward et al., 2024b) Ce positionnement vise à construire une crédibilité en évitant la disqualification publique qui associe l'antivaccinalisme au rejet de la science et au complotisme, surtout dans un contexte où les conséquences pour la santé publique du refus vaccinal sont sans cesse rappelées par les acteurs de la santé publique. Les débats vaccinaux contemporains sont donc paradoxaux : ils questionnent la pertinence des recommandations vaccinales tout en donnant l'occasion de réaffirmations continues des normes faisant du principe scientifique de la vaccination et de la défense de l'idéal scientifique des éléments indiscutables.

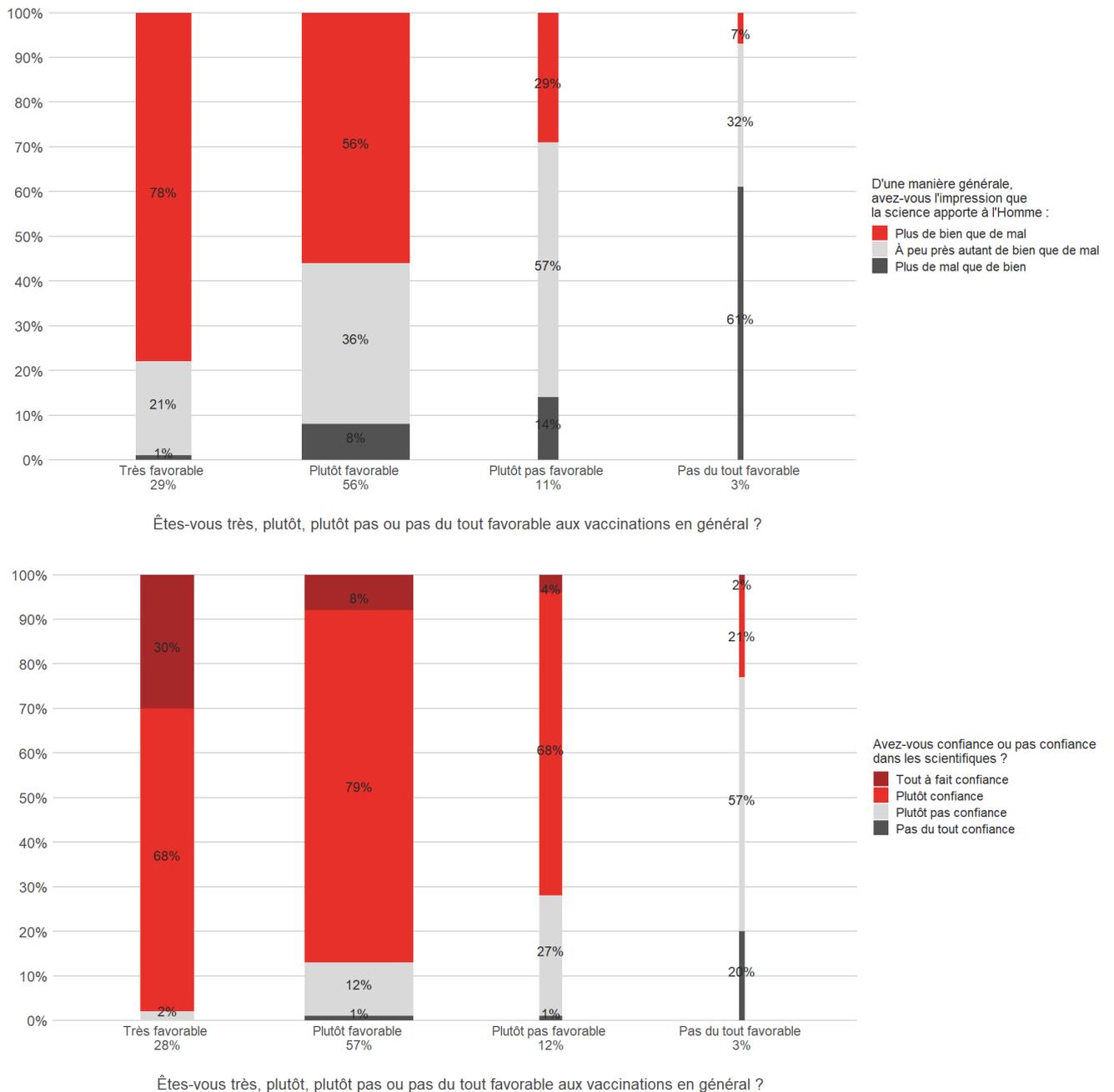
DÉFIANCE VACCINALE, REJET DE LA SCIENCE ?

Cette rapide évocation de la nature des débats vaccinaux laisse entrevoir les difficultés à penser les relations entre rapports aux vaccins et rapports à la science. En effet, ces débats sont caractérisés par la coexistence des formes radicales de critique vaccinale et des formes beaucoup plus circonstanciées. Ces dernières reproduisent des argumentaires qui ont largement cours dans la sphère publique tels que la dénonciation des conflits d'intérêts et des failles dans la régulation publique. Ces débats sont aussi marqués par le fait que tous les acteurs qui y participent revendiquent être du côté de la science et en être les véritables défenseurs. Ces caractéristiques sont communes à la plupart des débats impliquant la recherche scientifique et les innovations qui en sont issues.

C'est la raison pour laquelle les travaux récents portant sur les rapports ordinaires à la science n'interprètent pas forcément les croyances scientifiques hétérodoxes comme témoignant d'un rejet de l'autorité culturelle de la science en général (voir en particulier Eyal, 2019; Mann et Schleifer, 2019). En France, cette dimension se donne à voir notamment dans le fait que la science reste l'institution en laquelle les Français expriment le plus de confiance, loin devant les agences gouvernementales et surtout les institutions politiques (Bauer et al., 2021; Boy, 2012). Elle apparaît aussi dans le fait que les Français tendent à avoir davantage de confiance dans la science en général que d'optimisme concernant l'ensemble de ses applications. C'est par exemple ce que l'on observe dans l'enquête ISSP 2021 où les répondants ont massivement exprimé leur confiance envers « les scientifiques » (84 %) mais beaucoup moins dans le fait que « la science apporte plus de bien que de mal » (53 % contre 31 % ayant répondu « À peu près autant de bien que de mal » mais seulement 7 % ayant répondu « Plus de mal que de bien »).

Les croisements entre les jugements sur la science et ceux portant sur les vaccins sont aussi riches d'enseignements (Figure 3). On observe une corrélation très claire indiquant qu'il y a bien une certaine pertinence à penser les attitudes vaccinales comme procédant de dispositions générales à l'égard de la science. Par contre, on ne peut qu'être frappé par la proportion des défavorables aux vaccins disant néanmoins faire confiance aux scientifiques en général (58% de l'ensemble des défavorables aux vaccins)⁵. A l'opposé, les favorables à la vaccination ne sont pas non plus des enthousiastes inconditionnels à l'égard de la science et des innovations qui en sont issues. Ainsi, plus de 40 % d'entre eux ne pensent pas que la science fait plus de bien que de mal. Ce constat est encore plus marqué concernant les personnes se disant défavorables à certains vaccins : 70 % d'entre elles disent avoir confiance dans les scientifiques et seuls 16% d'entre elles disent que la science fait plus de mal que bien.

Figure 3. Croisement entre les avis sur la vaccination en général et l'avis sur l'impact de la science ainsi que la confiance dans les scientifiques parmi les personnes ayant répondu aux deux questions



Source : International Social Survey Programme (ISSP) - Enquête France - Santé II - 2021, ISSP-France (producteur), PRO-GEDO-ADISP (diffuseur) ; [doi:10.13144/lil-1665](https://doi.org/10.13144/lil-1665)

On voit alors bien les limites qu'il y a à assimiler doutes à l'égard des vaccins à un obscurantisme anti-science et plus généralement à approcher les rapports aux vaccins à partir d'une perspective polarisée. Si l'on identifie bien un groupe orthodoxe combinant attitudes favorables à l'égard de tous les vaccins et vision enchantée de la science, ainsi qu'un petit groupe hétérodoxe combinant les attitudes opposées, la majorité des Français semblent plutôt se positionner dans un entre-deux ambivalent dans lequel une adhésion à l'idée que la science est la meilleure manière de produire du savoir coexiste avec des doutes concernant certaines des innovations, savoirs et acteurs qui y sont associés. Ces résultats font échos aux analyses classiques des enjeux de confiance contemporains (voir notamment Beck, 2003; Giddens, 1991). Dans un monde dans lequel l'innovation et les savoirs scientifiques sont au cœur des économies, où leur production et leur régulation impliquent des chaînes d'acteurs institutionnels incroyablement complexes et où ces enjeux font l'objet de dé-

bats constants, le public est confronté avant tout à l'incertitude, à la question de si l'on doit faire confiance ou non, et à la nécessité d'agir malgré un déficit de confiance ou de certitudes⁶.

L'enquête ISSP Santé réalisée en septembre 2022 est l'occasion de dresser un premier bilan de l'impact de la crise Covid-19 sur les rapports aux vaccins. Comme les autres enquêtes réalisées ces dernières années, elle suggère que ces derniers n'ont pas connu une transformation massive. Surtout, elle souligne que, comme avant l'épidémie, les doutes à l'égard d'un vaccin donné sont loin de se traduire automatiquement en une méfiance à l'égard des vaccins en général – et vice-versa. L'ISSP Santé montre encore que cette question de la disposition à généraliser une attitude de doute, critique ou défiance est un enjeu central pour comprendre les rapports à la science.

Ainsi, grâce à l'inclusion de questions classiquement utilisées dans l'analyse des rapports à la science, elle fait apparaître de fortes corrélations entre les réponses à celles-ci et celles aux questions portant sur les vaccins. Mais s'il semble bien exister des dispositions générales à l'égard de la science – dispositions qui pèsent sur les jugements sur les vaccins par exemple-, les items généraux apparaissent très limités dans leur capacité à les saisir. Au-delà des enjeux méthodologiques, ces résultats soulignent la nécessité d'un changement de perspective sur ces questions. Comme de nombreux chercheurs en sciences sociales l'ont souligné (Eyal et al., 2024; Gauchat et Andrews, 2018; Krause et al., 2021), il est temps de sortir d'un cadrage centré sur l'idée d'un rejet de la science pour lui substituer un programme empirique d'investigation de la manière dont les personnes naviguent dans les controverses, attribuent une crédibilité aux différents acteurs, et pensent les relations entre acteurs politiques, économiques et scientifiques.

Références

- Bajos, N., Spire, A., Silberzan, L., Group, for the E. study, 2022. The social specificities of hostility toward vaccination against Covid-19 in France. PLOS ONE 17, e0262192. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0262192>
- Bauer, M.W., Dubois, M., Hervois, P., 2021. Les français et la science 2021- Représentations sociales de la science 1972-2020. Université de Lorraine, Metz.
- Beck, U., 2003. La Société du risque : Sur la voie d'une autre modernité. Flammarion, Paris.
- Boy, D., 2012. Les représentations sociales de la science et de la technique. Sciences Po, Paris.
- Eyal, G., 2019. The Crisis of Expertise. Wiley.
- Eyal, G., Au, L., Capotescu, C., 2024. Trust is a Verb!: A Critical Reconstruction of the Sociological Theory of Trust. Sociologica 18, 169–191. <https://doi.org/10.6092/issn.1971-8853/19316>
- Gauchat, G., Andrews, K.T., 2018. The Cultural-Cognitive Mapping of Scientific Professions. American Sociological Review 83, 567–595.
- Giddens, A., 1991. The Consequences of Modernity, 1st ed. Stanford University Press, Cambridge MA.
- Giry, J., 2022. Fake news et théories du complot en période(s) pandémie(s). Quaderni 43–64. <https://doi.org/10.4000/quaderni.2303>
- Krause, N.M., Scheufele, D., Freiling, I., Brossard, D., 2021. The Trust Fallacy. American Scientist 109, 226–230. <https://doi.org/10.1511/2021.109.4.226>
- Lalot, F., Abrams, D., Heering, M.S., Babaian, J., Ozkececi, H., Peitz, L., Davies Hayon, K., Broadwood, J., 2023. Distrustful Complacency and the COVID-19 Vaccine: How Concern and Political Trust Interact to Affect Vaccine Hesitancy. Political Psychology 44, 983–1011. <https://doi.org/10.1111/pops.12871>
- Larson, H.J., de Figueiredo, A., Xiahong, Z., Schulz, W.S., Verger, P., Johnston, I.G., Cook, A.R., Jones, N.S., 2016. The State of Vaccine Confidence 2016: Global Insights Through a 67-Country Survey. EBioMedicine 12, 295–301. <https://doi.org/10.1016/j.ebiom.2016.08.042>
- Mann, M., Schleifer, C., 2019. Love the Science, Hate the Scientists: Conservative Identity Protects Belief in Science and Undermines Trust in Scientists. Social Forces. <https://doi.org/10.1093/sf/soz156>

- Maudet, M., Spire, A., 2023. Quantifier la confiance et le consentement durant la crise épidémique. *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique* 158, 91–115. <https://doi.org/10.1177/07591063231160232>
- Oliu-Barton, M., Pradelski, B.S.R., Woloszko, N., Guetta-Jeanrenaud, L., Aghion, P., Artus, P., Fontanet, A., Martin, P., Wolff, G.B., 2022. The effect of COVID certificates on vaccine uptake, health outcomes, and the economy. *Nat Commun* 13, 3942. <https://doi.org/10.1038/s41467-022-31394-1>
- Peretti-Watel, P., Abdoul-Carime, S., Gauna, F., Verger, P., Ward, J.K., 2024. Enquête ICOVAC Vague 3 : Retour sur la vaccination contre la COVID-19 en France, discussions vaccinales avec un médecin. CNRS-INSERM- ORS-PACA, Villejuif.
- Vaux, S., Gautier, A., Nassany, O., Bonmarin, I., 2023. Vaccination acceptability in the French general population and related determinants, 2000–2021. *Vaccine*. <https://doi.org/10.1016/j.vaccine.2023.08.062>
- Ward, J.K., Cortaredona, S., Touzet, H., Gauna, F., Peretti-Watel, P., 2024a. Explaining Political Differences in Attitudes to Vaccines in France: Partisan Cues, Disenchantment with Politics and Political Sophistication. *Journal of Health Politics, Policy and Law* 11373758. <https://doi.org/10.1215/03616878-11373758>
- Ward, J.K., Gauna, F., Gagneux-Brunon, A., Botelho-Nevers, E., Cracowski, J.-L., Khouri, C., Launay, O., Verger, P., Peretti-Watel, P., 2022. The French health pass holds lessons for mandatory COVID-19 vaccination. *Nat Med* 28, 232–235. <https://doi.org/10.1038/s41591-021-01661-7>
- Ward, J.K., Peretti-Watel, P., 2020. Comprendre la méfiance vis-à-vis des vaccins : des biais de perception aux controverses. *Revue française de sociologie* Vol. 61, 243–273.
- Ward, J.K., Privault, S., Touzet, H., Le Breton, A., Verger, P., Peretti-Watel, P., 2024b. La recherche sur les aspects humains et sociaux de la vaccination en France depuis le Covid-19 – 1ère édition. CNRS-INSERM- ORS-PACA, Villejuif.

Notes

1 - Voir notamment les initiatives de l'[institut Ad Memoriam](#).

2- Notamment le projet [ICOVAC-France](#) qui vise à étudier l'impact du Covid-19 sur la vaccination en France qui réalise des enquêtes similaires sur ce sujet depuis 2023.

3 - Le baromètre santé de 2019 trouvait par exemple une proportion de 74% de favorables aux vaccins en général (Vaux et al., 2023).

4 - Les réponses à la deuxième question de ce dyptique (« Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes concernant la vaccination ? Dans l'ensemble, la vaccination fait plus de mal que de bien... ») présente une structure similaire. Seuls 16% des répondants se sont dits d'accord avec cette affirmation mais 27 % se sont dits ni d'accord ni pas d'accord.

5 - On retrouve un résultat similaire parmi ceux qui pensent que la vaccination fait plus de mal que de bien dont 66 % disent néanmoins faire confiance aux scientifiques. De même, parmi les répondants qui estiment qu'il est préférable de tomber malade pour développer une immunité plutôt que de se faire vacciner, 90 % continuent de faire confiance aux scientifiques.

6 - Ce point a notamment été particulièrement important dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 (voir notamment Lalot et al., 2023; Maudet et Spire, 2023).

À propos de l'ISSP



Né en 1984, l'International Social Survey Programme est issu d'une collaboration entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Australie, quatre pays réalisant une grande enquête sociale nationale et souhaitant pouvoir comparer les données recueillies. Depuis, le périmètre géographique de l'enquête s'est élargi. L'ISSP rassemble aujourd'hui près d'une cinquantaine de pays.

L'ISSP a pour objectif d'évaluer les comportements, les attitudes et les opinions des populations nationales dans un ensemble de domaines relevant principalement des sciences sociales. L'enquête prend la forme d'un questionnaire, identique dans tous les pays et portant chaque année sur un thème différent. Chaque thème a vocation à être répliqué environ tous les neuf ans, en conservant les deux tiers des questions de l'édition précédente. Le questionnaire est complété par un nombre important de variables socio-démographiques, potentiellement explicatives.

L'ISSP se démarque sur plusieurs aspects des autres programmes internationaux. Il inclut de nombreux pays non européens, non couverts par les autres enquêtes. Il privilégie un fonctionnement démocratique, sur la base du volontariat des pays membres. Il comporte une batterie importante de questions sur les pratiques, les situations et les comportements sociaux, alors que les autres programmes se centrent davantage sur les questions dites d'opinion (ESS) ou de valeurs (EVS).

L'ISSP existe en France depuis 1996, date à laquelle la première enquête a été réalisée sur le territoire national (métropolitain). L'enquête est aujourd'hui pilotée par un consortium d'universitaires et de chercheurs, sous la forme d'un partenariat scientifique élargi impliquant le laboratoire Pacte (Sciences Po Grenoble) et l'Adisp-PROGEDO.

Le laboratoire Pacte participe aux meetings internationaux, assure la traduction du questionnaire annuel et pilote le terrain français, tout en supervisant l'exploitation des résultats. En lien avec l'équipe Elipss (CDSP) qui réalise le terrain, l'Adisp code les questionnaires, prépare le fichier de données transmis aux autres pays participants et archive les données françaises. PROGEDO soutient la réalisation de cette enquête pluridisciplinaire d'intérêt national, pour garantir aux chercheurs français l'accès à des données fiables et de qualité.

L'ISSP Santé 2011 et 2021

La question de la santé et du système de soin constitue aujourd'hui une des préoccupations les plus importantes pour les gouvernements. Ces derniers cherchent à limiter les problèmes liés à l'accès aux soins et à renforcer le soutien pour la mise en œuvre d'actions sur les déterminants sociaux de la santé. Il est donc nécessaire de mieux comprendre l'importance des croyances, des représentations et des caractéristiques socioculturelles qui sous-tendent la santé et l'accès au soin.

Le module Santé de l'ISSP s'inscrit dans cette perspective et permet, à partir d'un questionnaire similaire dans plus de 40 pays, de produire des comparaisons internationales et interculturelles portant sur l'opinion des individus sur leur santé et sur leur difficulté/facilité à accéder aux soins adaptés à leur demande.

A un niveau national, cette étude est d'une grande importance car elle propose l'analyse de données pertinentes sur les habitudes des Français face à leur santé et la médecine. Les résultats permettent de mieux comprendre ce que veulent les Français, de voir si leurs souhaits rejoignent ceux qui sont exprimés dans d'autres pays et de contribuer ainsi à l'analyse des politiques de santé publique et de leur évolution.

En 2011, l'enquête ISSP a pour la première fois porté sur la santé. Le questionnaire visait à identifier les attentes des Françaises et des Français en matière de santé et de soins médicaux. Plusieurs questions touchaient au système de santé :

- A-t-on une vision positive ou négative du système de santé tel qu'il existe en France ? Souhaiterait-on le changer ? Dans quel sens ? Faut-il un système donnant plus de place aux assurances individuelles ou au contraire davantage de prise en charge publique des dépenses de santé ? Comment augmenter le niveau des soins en matière de santé ? L'égalité d'accès aux soins est-elle toujours justifiée ? Comment définir des publics prioritaires ?

D'autres questions portaient sur la médecine en général. Elles étaient complétées par des questions plus précises pour saisir les habitudes des Françaises et des Français en matière de santé :

- Quelles sont les principales causes des problèmes de santé ? Quelle place accorder aux médecines alternatives par rapport à la médecine traditionnelle ? Quelle confiance fait-on aux médecins ? Est-on fumeur ? Boit-on de l'alcool ? Mange-t-on régulièrement des fruits et légumes ? A-t-on été malade dans une période récente ? A-t-on consulté ou été hospitalisé ? Est-on satisfait des soins reçus à cette occasion ?

Pour l'édition 2021, trois nouveaux thèmes d'actualité ont été introduits :

- La santé numérique ou e-santé
- Les attitudes-vis-à-vis de la vaccination
- Les opinions sur les mesures sanitaires d'urgence

L'enquête française Santé 2021 a été conduite via le panel Elipss en septembre 2022, auprès d'un échantillon national représentatif de 1584 panélistes. Les résultats sont présentés ici pour les réponses valides. Ils sont redressés en fonction du genre, de l'âge, du niveau de diplôme et de la catégorie socioprofessionnelle pour compenser les biais d'échantillonnage. Les données françaises sont accessibles sur le portail Quetelet Progedo Diffusion, et les données internationales sur le portail Gesis.

